

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE PHAFFANS

Séance ordinaire du 14 avril 2014

L'an DEUX MILLE QUATORZE et le QUATORZE AVRIL
A 20 heures 00, le Conseil Municipal de cette commune,
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi,
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de
monsieur Marc ETTWILLER .

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
11	11	Pour : 11 Contre : 0 Abstent. : 0

Date de convocation
07/04/2014

Présent(e)s : MM. TOUPENCE, BEAUVISAGE, CESCA,
GUICHARD, NICOLAS
Mmes BAINIER, HOUOT, BEAUDREY, CASADEI, FESSLER.

Date d'affichage
15/04/2014

Mme Céline BEAUDREY a été nommé secrétaire

N° 14/04/2014/k

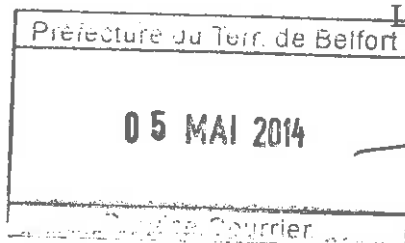
EVOLUTION LEGISLATIVE ET REGLEMENTAIRE EN MATIERE D'URBANISME

La loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances initiale pour 2014 a introduit deux cas d'exonérations facultatives en plus de celles déjà existantes (articles L331-2 et L331-9 du code de l'urbanisme). Les organes délibérants peuvent désormais exonérer de la taxe d'aménagement, en tout ou partie, les locaux à usage artisanal ainsi que les abris de jardin soumis à déclaration préalable, à condition que la délibération soit prise avant le 30 novembre 2014 pour entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

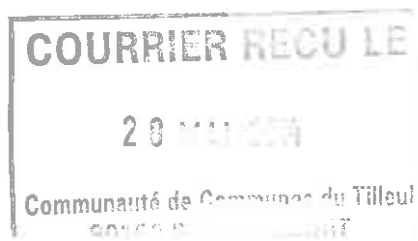
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,
- DONNE SON ACCORD pour l'exonération de la taxe d'aménagement des locaux à usage artisanal ainsi que les abris de jardin à compter du 1^{er} janvier 2015.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Le
Publication ou notification
du



NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Syndical	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
6	6	6

Séance du 1^{er} juin 2012

L'an deux mille douze et le premier juin
A 18 heures 30, le Conseil Syndical, régulièrement convoqué
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel
de ses séances, sous la présidence de Mr ETTWILLER

Date de la convocation

15/05/2012

Présents : Mrs MOUILLESEAU G. – NGUYEN DAI Luc –
KOCH Francisque – VEJUX Louis

Date d'affichage

04/06/2012

Suppléants présents : BAINIER C. – MOSIMANN J. – RABIER F

Le quorum étant atteint, le Conseil Syndical peut délibérer.
Monsieur NGUYEN DAI a été nommé secrétaire de séance

OBJET DE LA DELIBERATION

D010612g

PARTICIPATION POUR
ASSAINISSEMENT COLLECTIF
P.A.C.

Le Président expose que pour financer les travaux
concernant le réseau d'assainissement des eaux usées,
le syndicat peut par délibération :

En application de l'article L 1331-7 du Code de Santé
Publique, astreindre les propriétaires d'immeubles
achevés postérieurement à la mise en service de l'égout auquel ils doivent se
raccorder, à verser une participation s'élevant au maximum à 80% du coût de
fourniture et de pose d'une installation d'assainissement autonome et ce pour
tenir compte de l'économie réalisée par eux.

La participation pour l'assainissement collectif (PAC) a été créée par l'article 30 de
la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012 pour
permettre le maintien au niveau actuel des recettes des services publics de
collecte des eaux usées et pour satisfaire les besoins locaux d'extension des
réseaux, notamment dans les zones de développement économique ou urbain.

Vu l'article L 1331-7 du Code de Santé Publique précité ;

Vu l'article L 332-6-1 2°a du Code de l'Urbanisme relatif à la participation pour
raccordement à l'égout ;

Vu l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars
2012 ;

Considérant que pour la gestion financière du service d'assainissement une
P.A.C. s'avère nécessaire.

L'exposé entendu, le Conseil Syndical, après en avoir délibéré,

- ✓ **DECIDE** d'instituer la participation pour assainissement collectif à compter du 1^{er} juillet 2012,
- ✓ **DECIDE** de fixer le principe du montant de la participation pour raccordement à l'égout à 80% du coût d'un assainissement autonome pour toutes les constructions soumises à autorisation d'urbanisme et rejetant des eaux usées domestiques

Toutefois, par souci de simplification, le Conseil Syndical décide de retenir un montant unique de PAC, participation forfaitaire (PF), fixé à 1000€ TTC.

- ✓ **DECIDE** de fixer à compter du 1^{er} juillet 2012, les montants suivants pour la participation pour assainissement collectif, comme suit :

- Maison individuelle uni-familiale.....1 PF
- Habitat groupé.....1PF par habitation
- Lot de lotissement1PF par habitation ou logement
- Pour les bailleurs sociaux.....½PF par habitation ou logement
- Immeuble collectif.....½PF par habitation ou logement
- Studio, T1½PF par logement
- Autres1PF logement
- Autre construction (atelier, artisans, commerçant, industriels, etc...) la participation sera adaptée aux besoins en assainissement de l'opération, en se référant au pourcentage énoncé au 1^{er} alinéa.

Le recouvrement de la participation, dont le fait générateur est constitué par le permis de construire ou l'autorisation en tenant lieu, sera exigible à compter du raccordement effectif de la construction au réseau public. Il aura lieu par l'émission d'un titre de recette.

DE LA COMMUNE DE PHAFFANS

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
11	11	9

Séance du 20 DECEMBRE 2010

L'an deux mille dix
et le vingt décembre

A 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Marc ETTWILLER, Maire.

Présents : MM. CESCA, VEJUX, RIETZ, JUIF, KOCH.
Mmes BAINIER, NICOLAS.

Absents : Mme HOUOT, Mr GUICHARD.

Absents excusés : Mr TOUPENCE a donné procuration à Mr ETTWILLER

Date de la convocation
14/12/2010

Date d'affichage
21/12/2010

Madame Christine BAINIER est nommée secrétaire

OBJET DE LA DELIBERATION

CONVENTION URBANISME AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TILLEUL

Christine BAINIER, adjointe à l'urbanisme, rappelle que lors de la séance du 6 septembre 2010, les membres du conseil ont pris la décision de dénoncer la convention de mise à disposition des services de l'état pour l'instruction des actes d'urbanisme (Direction Départementale des Territoires), et d'autoriser le Maire à signer la convention de mise à disposition du service Urbanisme à la CCT à compter du 1^{er} janvier 2011.

L'Adjointe à l'urbanisme, donne connaissance de la convention avec la Communauté de Communes du Tilleul mais propose que la commune se réserve le droit d'instruire les déclarations de travaux concern

- le ravalement de façades
- l'édification ou remplacement de clôtures

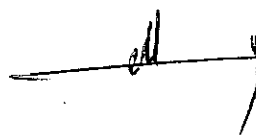
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- CONFIRME l'autorisation au Maire de signer la convention avec la Communauté de Communes du Tilleul,
- DONNE SON ACCORD sur la proposition d'instruire en Mairie les déclarations de travaux sus-cités,
- DONNE POUVOIR au Maire pour signer toutes pièces afférant à la mise en place de cette compétence

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,





EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE PHAFFANS

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
11	11	9

Séance du 6 septembre 2010

L'an deux mille dix
et le six septembre

A 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune,
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi,
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Marc
ETTWILLER

Date de la convocation
31/08/2010

Présents : MM. TOUPENCE.R, (1^{er} adjoint), JUIF JM, GUICHARD, KOCH F,
Mmes BAINIER C. (2^{ème} adjointe) NICOLAS B.

Date d'affichage
^9/09//2010

Absents excusés : Louis VEJUX, Bruno CESCO, David RIETZ, Stéphanie HOUOT
Monsieur RIETZ a donné procuration à madame BAINIER
Madame HOUOT a donné procuration à madame NICOLAS
Mme NICOLAS a été nommée secrétaire.

OBJET DE LA DELIBERATION

T.L.E : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3, CATEGORIE 5-1

Compte-tenu de la délibération du 30 mars 2009 sur la modification de la TLE,
Considérant qu'il n'est pas possible d'instaurer la PVR (permission voiries réseaux)
sur la rue de Lacollonge et sur Haguenau,

Le Maire propose de modifier l'article 3, catégorie 5-1, et de porter le taux à 4 %, comme suit :

Catégorie 5-1 : taux = 4 %

- constructions individuelles à usage d'habitation principale et leurs annexes

5-1-1 : pour les 80 premiers m2

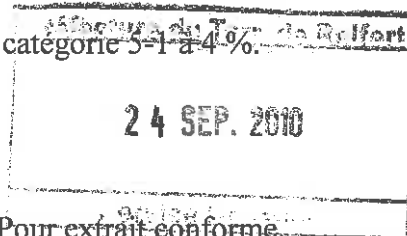
5-1-2 : de 81 à 170m2

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- DONNE SON ACCORD pour porter le taux de la catégorie 5-1 à 4 %.

Fait et délibéré les jour mois et an susdits.

Ont signé au registre tous les membres présents.



Pour extrait conforme,
Le Maire,

L'Adjoint délégué

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE PHAFFANS

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
11	11	10

Séance du 30 mars 2009

L'an deux mille neuf
et le trente mars

A 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune,
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi,

Date de la convocation
23/03/2009

dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Marc
ETTWILLER

Présents : MM. TOUPENCE.R, (1^{er} adjoint), KOCH. F, CESCA. B,
JUIF J-M, GUICHARD P, VEJUX L, RIETZ D.
Mmes BAINIER (2^{ème} adjointe) NICOLAS B.

Date d'affichage
06/04/2009

Absente excusée : Stéphanie HOUOT

Mr RIETZ a été nommée secrétaire.

OBJET DE LA DELIBERATION
MODIFICATION DE LA T .L. E

Le Maire rappelle la délibération du 3 juin 1994 instituant une T.L.E (Taxe Locale d'Equipement).

Considérant l'incidence financière que représente pour le budget de la commune la réalisation des équipements publics permettant l'accueil de constructions futures et la nécessité de faire face aux dépenses d'investissement qui en découlent, le Conseil Municipal :

DECIDE

- DE MODIFIER les taux fixés pour cette taxe suivant les catégories à savoir :

Article 1 :

Est modifié à compter du 1^{er} mai 2009 la Taxe Locale d'Equipement instaurée le 3 juin 1994 sur le Territoire de la commune

Article 2 :

Sont exonérées de la taxe locale d'équipement les constructions suivantes :

- les locaux d'habitation édifiés pour leur compte ou à titre de prestataire de service par les organismes d'HLM et les sociétés d'économie mixte dans les conditions prévues par l'article 1585 C du Code Général des Impôts,
- les constructions de garage à usage commercial,
- les constructions édifiées par les propriétaires d'une habitation reconstituant leurs biens expropriés
- les bâtiments d'exploitation agricole

Article 3 :

Pour chacune des catégories de constructions définies à l'article 1585 D.I 2^{ème} alinéa du Code Général des Impôts issu de l'article 40 de la loi n° 91-716 du 26 juillet 1991 modifiée, le taux fixé pour cette taxe, applicable sur la valeur forfaitaire de l'ensemble immobilier, est le suivant :

Catégorie 1 : taux = 1%

Constructions légères non agricoles et non utilisables pour l'habitation, y compris les hangars autres que ceux mentionnés à la catégorie 3

Catégorie 2 : taux = 1%

- locaux des exploitations agricoles à usage de l'habitation des exploitants agricoles et de leur personnel
- autres locaux des exploitations agricoles intéressant la production agricole ou une activité annexe de cette production
- bâtiments affectés aux activités de conditionnement ou de transformation des coopératives agricoles, viticoles, horticolas, ostréicoles et autres

Catégorie 3 : taux = 2 %

- entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale, industrielle ou artisanale,
- garages et aires de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale ou artisanale
- locaux à usage industriel ou artisanal et bureaux y attenant,
- locaux des villages de vacances et des campings

Catégorie 4 : taux = 2 %

- locaux d'habitation et leurs annexes construits par les sociétés immobilières créées en application de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946
- foyers-hôtels pour travailleurs
- locaux d'habitation et leurs annexes bénéficiant d'un prêt à taux zéro ou d'un prêt locatif aidé
- immeubles d'habitation collectifs remplissant les conditions nécessaires à l'octroi de prêts locatifs aidés

Catégorie 5-1 : taux = 2 %

- constructions individuelles à usage d'habitation principale et leurs annexes
- 5-1-1 : pour les 80 premiers m²
5-1-2 : de 81 à 170 m²

Catégorie 5-2 : taux = 2 %

- locaux des immeubles collectifs et leurs annexes à usage de résidence principale
- 5-2-1 : pour les 80 premiers m²
5-2-2 : de 81 à 170 m²

Catégorie 6 : taux = 2 %

- parties des bâtiments hôteliers destinées à l'hébergement des clients

Catégorie 7 : taux = 2 %

- partie des locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes, autres que ceux entrant dans les catégories 2 et 4 ci-dessus, et dont la surface hors d'œuvre nette excède 170 m²

Catégorie 8 : taux = 2 %

- locaux à usage d'habitation secondaire

Catégorie 9 : taux = 2 %
- autres constructions soumises à la réglementation du permis de construire

Article 4 :

La présente délibération est valable pour une période **de trois ans minimum** à compter de son entrée en vigueur ; ses effets se poursuivent par tacite reconduction jusqu'à révocation par une nouvelle décision.

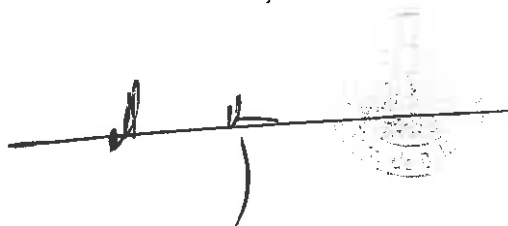
Article 5 :

La présente délibération sera **affichée** en mairie pendant **1 mois** et transmise au Préfet.

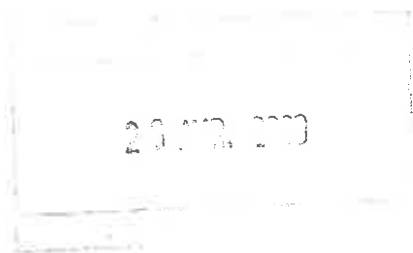
Fait et délibéré les jour, mois et ans susdits.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,

A handwritten signature in black ink is written over a horizontal line. To the right of the signature is a circular official stamp, partially obscured by the line and the signature.

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Le
Et publication ou notification
Du





Liberté. Égalité. Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

direction
départementale
de l'Équipement et de
l'Agriculture
Territoire
de Belfort

ARRÊTÉ n° 2009 01 12 0026
approuvant la carte communale de Phaffans
Le Préfet du Territoire de Belfort
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU :

service
habitat
urbanisme

Cellule urbanisme
planification

- La loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- La loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les départements, les régions et l'État ;
- Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 124.1 à L 124.4 et R 124.1 à R 124.8 ;
- L'arrêté préfectoral n° 200809011453 du 1er septembre 2008 portant délégation de signature à M. Philippe Leraître, Secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;
- La délibération du 24 novembre 2008 du Conseil Municipal de la commune de Phaffans approuvant la carte communale;

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Est approuvée la carte communale de Phaffans, telle qu'elle est annexée au présent arrêté, délimitant les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises conformément à l'article L 124.1 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois à la mairie de Phaffans. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Territoire de Belfort, monsieur le directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture et monsieur le maire de la commune de Phaffans sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

BELFORT, le 09 JAN. 2009

Le Préfet,

(Signature)
Le Secrétaire Général

Philippe LERAÎTRE

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS: toute personne souhaitant contester cette décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois suivant la publication de l'arrêté.

Place de la
Révolution française
BP 605
90020 Belfort cedex
téléphone :
03 84 58 86 86
télécopie :
03 84 58 86 99
mél. DDEA-90
@equipement.-
agriculture.gouv.fr

DE LA COMMUNE DE PHAFFANS

Séance du 24 novembre 2008

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
11	11	10

L'an deux mille huit
et le vingt-quatre

A 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune,
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi,
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Marc
ETTWILLER

Présents : MM. TOUPENCE.R, (1^{er} adjoint), KOCH. F, CESCA. B, RIETZ D.
VEJUX. L, JUIF J-M.

Mmes BAINIER.C (2^{ème} adjointe) NICOLAS B, HOUOT S.

Absent : Pierre GUICHARD

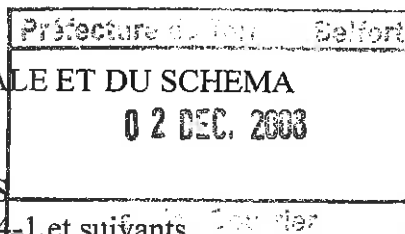
Mme HOUOT a été nommée secrétaire.

Date de la convocation
20/11/2008

Date d'affichage
27/11/2008

OBJET DE LA DELIBERATION

APPROBATION DE L'ELABORATION DE LA CARTE COMMUNALE ET DU SCHEMA
DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT



Vu la délibération du 29 septembre 2008 abrogeant le POS

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.124-1 et suivants, R.124-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités locales et notamment les articles L 2224-10 et R 2224-6 à R 2224-10,

Vu l'arrêté du Maire n° 04-2008 du 4 mars 2008 de mise à l'enquête publique conjointe portant sur l'abrogation du POS, projet de Carte Communale et mise en conformité du zonage d'assainissement,

Vu les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur émettant un avis favorable à l'abrogation du POS, au projet de Carte Communale et au projet de modification et d'extension du zonage d'assainissement.

Considérant qu'une enquête publique s'est déroulée du 26 mars 2008 au 25 avril 2008

Entendu les conclusions du Commissaire Enquêteur

Considérant que les résultats de ladite enquête publique justifient quelques modifications mineures de la carte communale en cours d'élaboration qu'il est proposé de retenir par la présente délibération, à savoir,

La suppression :

- Des parcelles 329 et 330 situées rue des Planchettes
- La parcelle n° 9 située route de Denney

L'intégration :

- Des parcelles 7, 8, 9, 10, 11, 323, 325 situées rue de Lacollonge
- Des parcelles 62, 66 situées rue du Presbytère

Considérant que la Carte Communale, telle qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée conformément aux articles L 124-2 et R.124-7 et suivants du code de l'urbanisme :

Considérant que le schéma directeur d'assainissement ne justifie aucune modification,

Entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, **le Conseil Municipal, décide d'approuver l'élaboration de la carte communale en tenant compte des modifications issues des conclusions de l'enquête publique, et le schéma directeur d'assainissement, tels qu'ils sont annexés à la présente,**

Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R. 124-8 du code de l'urbanisme, d'un affichage pendant un mois en mairie et d'une mention dans un journal,

Dit que, conformément à l'article L.124-2 du code de l'urbanisme, la carte communale approuvée est tenue à la disposition du public, et sera transmise au Préfet

Dit que, conformément à l'article R. 124-8 du code de l'urbanisme, la présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité précitées, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué,

Dit que selon l'article L. 422-1 a du code de l'urbanisme, la seule autorité compétente pour délivrer les permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable, est le Maire, au nom de la commune de PHAFFANS

Cette délibération annule et remplace celle du 29 septembre 2008.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,

